Mouvement Citoyen

ANALYSE DU 13 DECEMBRE 2011

LE SYSTEME RPT/AGO A CREE 500 000 PAUVRES AU TOGO :
IMPOSER DES ELECTIONS LOCALES

Les Togolais sont aujourd'hui en mesure d'apprécier les effets négatifs de la gouvernance de Faure Gnassingbé et de son gouvernement RPT/AGO, que les bailleurs de fonds présentaient, après les élections frauduleuses de 2005 et de 2010, comme une victoire de la « raison ». Ces bailleurs qui ferment les yeux sur les crimes économiques et électoraux dès lors que leurs intérêts sont en jeu, ont cru, du moins certains, à la capacité de Faure Gnassingbé d'apporter une solution aux problèmes quotidiens de tous ordres rencontrés par les Togolais.

1. FAURE A ACCOUCHE PREMATUREMENT DE 500 000 PAUVRES

Sous couvert d'une réconciliation factice, sous couvert d'un gouvernement d'union nationale factice, sous couvert d'un dialogue inclusif factice, Faure Gnassingbé a du mal à accoucher d'une solution participative qui permettrait des créations d'emplois et une redistribution des richesses qu'il réserve à son clan ou à sa clientèle. Quant au pouvoir d'achat des Togolais et Togolaises, il y a fait des coupes sombres sans aucun ménagement. Faure Gnassingbé avec son système RPT/AGO, loin de contrôler les statistiques économiques, a réussi, d'après les derniers chiffres de la Banque mondiale, à créer 500 000 nouveaux pauvres. Les Togolais peuvent mesurer aujourd'hui dans les faits, que le ralliement au RPT de Gilchrist Olympio et de ses AGO - piteux au regard de son histoire personnelle et de celle de sa famille - n'était en fait qu'une manœuvre d'intégration dans l'oligarchie qui règne sans partage sur la richesse du Togo, laquelle appartient au Peuple togolais.

Après un an et demi de gouvernance commune RPT/AGO, la situation des Togolais n'a connu aucune amélioration mais s'est au contraire aggravée pour la grande majorité des citoyens. Les bailleurs incrédules continuent à croire les informations partielles et partiales envoyées par l'Etat togolais, pour mieux justifier en Occident un système d'incrédulité qui permet de protéger les intérêts de ces mêmes bailleurs de fonds. Faure Gnassingbé utilise les travaux routiers pour gagner du temps et faire patienter le peuple togolais qui refuse de faire un bilan des actions passées du fils du père.

Mais le Représentant Résident de la Banque mondiale au Togo, M. Hervé ASSAH, a refusé manifestement de verser dans la désinformation. Il reconnaissait récemment que la situation du Togo portant sur l'environnement des affaires s'est détériorée, ce qui n'échappe pas aux potentiels investisseurs qui survolent le Togo pour aller s'installer au Ghana ou au Bénin. Malgré une légère remontée de la croissance économique, le nombre de pauvres, qui représentait déjà 74 % de la population, bilan du Papa de Faure, aurait « *augmenté de 500.000 lorsqu'on fait une simulation de la pauvreté* »[1]. Les doutes sur les programmes de réformes *« nous souhaitons que ce programme permette des avancées substantielles dans le sens de la*

[1] L'Union pour la Patrie, *Changer les choses pour faire émerger le Togo : Sur 53 mesures prévues pour l'année 2011 en gestion des finances publiques, seules 7 sont réalisées,* in Togosite : <http://www.togosite.com/?q=node/1734> accédé le 12 décembre 2011

relance économique et sociale du Togo », ne semblent plus permis. La vérité est que le système RPT/AGO a créé plus de 500 000 pauvres avec l'argent des bailleurs de fonds incrédules.

2. UN TROISIEME MANDAT EN 2015 POUR AUGMENTER LE NOMBRE DE PAUVRES AU TOGO

Il s'agit d'une estimation moyenne. A ce rythme effréné, à la fin du dernier mandat présidentiel normalement prévu en 2015, Faure Gnassingbé et ses soutiens RPT/AGO auront réussi le tour de force d'avoir créé 2 500 000 pauvres supplémentaires au Togo en 2015. Chacun peut comprendre alors pourquoi Faure Gnassingbé fait tout pour briguer un 3^{e} mandat présidentiel, contrairement à ce que prévoyait la Constitution togolaise de 1992 avant qu'elle ne soit unilatéralement tripatouillée par le RPT. Si les Togolais et Togolaises le laissent faire, il aura réussi le tour de force de transformer en pauvres toute la population togolaise. Toute la population ? Non ! Les membres de la galaxie RPT/AGO forment l'exception qui confirme la règle. Il n'y a pas lieu de les citer, ils se reconnaitront et les togolais les reconnaitront. Surtout lorsque ce sont ceux qui se sentent lésés qui demandent à cvu-togo-diaspora de publier les noms.

Comme la Commission vérité, justice et réconciliation est rentrée dans sa phase de « pardon de l'impunité », il est difficile de voir comment l'exercice factice de transparence à la manière de Monseigneur Barrigah, chef d'Etat-major du CVJR, pourrait illuminer la vérité, celle prônée par Dieu, celui qu'il prie. Il est vrai que les comportements évoluent lorsque, comme dans les pays riches, les pauvres sortent de leur condition et découvrent les opportunités offertes en tant que classe moyenne. Le pauvre qui s'est élevé hors de la classe pauvre pour entrer dans la classe moyenne, oublie de fréquenter les cultes religieux, devient critique, et conteste le pouvoir que s'arroge un archevêque ou un ecclésiastique de ne pas respecter la séparation de l'Eglise et de l'Etat. C'est donc cette connivence qu'il faut retenir, quant au rôle que joue la CVJR pour empêcher la vérité de jaillir, donc de soutien d'une forme nouvelle d'impunité, puisque les militaires non républicains refusent de dire la vérité. Mais qui est fou ? Dire la vérité sur les meurtres, crimes, viols et autres exactions pour aller en prison ou obtenir la bénédiction de Monseigneur Barrigah est risqué. Il vaut mieux se taire et faire du chantage sur ceux qui souhaitaient témoigner pour dire la vérité. Et puis, comme il n'y a pas de séparation entre l'église et l'Etat, rien ne permet d'être certain que les dépositions devant la CVJR ne serviront pas pour créer des boucs-émissaires, seul moyen de disculper le système RPT/AGO.

3. FAURE GNASSINGBE A PEUR DE FAIRE LES ELECTIONS COMMUNALES AVANT LES LEGISLATIVES

Alors peut-être, sans bouc-émissaires identifiés, c'est la Cour pénale internationale (CPI) qui pourrait guetter les membres criminels du système RPT. Alors pour parer à toutes éventualités, il suffit de rouler le peuple togolais dans la farine en lui promettant du vent et à manger afin que chacun oublie que la vérité des urnes est difficile à falsifier avec des élections locales. En attendant que Faure Gnassingbé annonce qu' il ne se représentera pas aux élections présidentielles de 2015, et sous la pression des étudiants indignés de Lomé et de Kara qui voient leur avenir bouché du fait du système RPT/AGO, le peuple togolais ne doit pas faire l'impasse sur les élections locales et communales. A ce titre, le report quasi-régulier par Faure Gnassingbé de la tenue de ce scrutin, ressemble fort à une forme d'amnésie sélective en démocratie. Une telle élection

devrait permettre à de nombreux togolais et togolaises de la Diaspora, pris dans le tournis de la crise de solvabilité et celle de l'Euro qui met à mal l'Union européenne, de trouver une occasion de servir leur commune. Aux Etats-Unis, les perspectives d'une guerre ne sont pas à écarter. Ce qui tend à cristalliser les Etats autour de ceux qui au conseil de sécurité peuvent aujourd'hui dire « non » à l'injustice et l'ingérence directe ou indirecte d'Etats qui deviennent cyniques, dès lors qu'il faut défendre d'abord leurs intérêts avant ceux des peuples africains en général, togolais en particulier. La violence bestiale de l'agression occidentale en Côte d'Ivoire et en Libye, a fini par faire sortir de leur torpeur une partie importante des Africains rêveurs et naïfs et en dessillant leurs yeux, amoindri leur vénération des dirigeants des pays riches vus comme des justiciers au service du pauvre.

4. RECOMMANDATIONS : IMPOSER LES ELECTIONS LOCALES AU TOGO

La vérité des urnes rencontre des contraintes au Togo comme ailleurs. Mais si Faure Gnassingbé refuse d'annoncer son départ constitutionnel pour 2015, si l'opposition togolaise refuse de se parler pour proposer une équipe commune pour servir d'alternance crédible au service du peuple togolais, alors le peuple togolais ne doit pas se faire avoir.

Le cvu-togo-diaspora recommande :

- de militer, d'insister, de demander et d'imposer des élections locales et communales avant les élections présidentielles et législatives. Le système choisi devra permettre une réelle représentativité des Togolais et obtenir un consensus. Faure Gnassingbé refuse toujours de compter les Togolais de la Diaspora justement pour les empêcher de se présenter aux élections locales ;
- de rappeler à Faure Gnassingbé que rien ne l'empêche d'annoncer par avance son départ, afin d'apaiser les tensions politiques, servir de catalyseur à la réconciliation et de retrouver l'estime des Togolais ;
- Faure doit s'expliquer sur sa capacité à créer 500 000 pauvres en si peu de temps. En réalité, Faure Gnassingbé ne rend compte que rarement - pour ne pas dire jamais - de ses actions et arbitrages au peuple togolais. Militons pour l'obliger à le faire !

Le 13 décembre 2012

Collectif pour la Vérité des Urnes

Dr Yves Ekoué AMAÏZO
Coordinateur Général

François FABREGAT
Secrétaire Général